

Who conspired? – by Bat Ye'Or

5 mars 2012



Bat Ye'or -

A bad wind blows from Norway onto the world. It is not only the monstrous massacre by the deranged Breivick perpetrated for several hours without the police intervention. Now is added the political violence of a desperate government before the past elections— that it would probably have lost— if the horror caused by the killing spree of a psychopath, had not given it victory. Exploiting politically this crime, the government launched its

bloodhounds, its anathemas, its fatwas and edicts against all writers on the planet who, painfully defying terrorism, professional ruin and social ostracism imposed by the single thought, struggle to maintain democratic freedoms and human dignity in Western societies. The crime of Breivick strengthened the government party and took hostage the right to think, speak and criticize political power. It imprisoned Westerners in the jail of totalitarianism and intellectual tyranny by criminalizing critical thinking.

Did Breivick— unknown to the writers he cited but not the Norwegian police—read my books? Was he inspired by great names throughout the centuries of scholars, and writers he quotes or rather by the jihadists and terrorists he admires? Was he not guided by the exterminationist jihadist terrorism excused by his government? Let us remember Ma'alot and its Israeli schoolchildren massacred by the Palestinians, Beislan, Mumbai ... New York (September 2001), Madrid (March 2004), London (July 2005) ... the civil wars in Lebanon, the countless victims in Iraq, Egypt, Sudan, Nigeria ...

Am I the creator of a diabolical theory because I re-humanized in the concept of dhimmitude, the millions of victims of jihadist imperialism throughout the ages? Did I conceive a conspiracy because I studied its current extensions in modern Europe, as stated by a witch hunt organized by ignorant hacks who only rely on the defamation of a work they have not even read? Is it more moral to ignore these victims and side with their executioner, groveling to their ideology?

Who invented Eurabia? judge it yourself! Here are two front sides of a journal called Eurabia. Look carefully at the dates: July and September 1975 for the numbers 2 and 3.



SOMMAIRE

Une volonté politique conjointe	1
Les impératifs du dialogue euro-arabe, article inédit du Dr Nicolas Sarlis, directeur du Centre d'Etudes Pétrolières de Beyrouth	2
Un point de vue européen, extraits d'une étude de Tiji Declercq, député belge	5
Coopération ou affrontement, communiqué du colloque de Rennes, avril 1975	5
L'accroissement de l'aide au Tiers-Monde des pays exportateurs de pétrole, par Melvyn Westlake (« The Times », du 2 juin 1975)	6
Le « moment » de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient, article inédit de E.C. Hodgkin	8
L'Association Parlementaire à Strasbourg, résolutions	10
Un dialogue difficile mais nécessaire, article inédit de Naim et Bichara Khader	12

UNE VOLONTÉ POLITIQUE CONJOINTE

Nous avons intitulé l'éditorial de notre premier numéro du mois de mars : « A l'heure du dialogue euro-arabe ». Quatre mois plus tard, nous sommes bien obligés d'admettre que les progrès ont été fort décevants. Pourquoi ?

Peut-être parce que le thème de ce second numéro — la nécessité d'une entente politique entre l'Europe et le monde arabe comme base aux accords économiques — a été négligé. Trop de gouvernements et d'organisations européennes n'ont pas encore réalisé que les Arabes ne sont plus aujourd'hui de simples clients ou des fournisseurs mais des partenaires égaux. Ces relations impliquent que l'Europe doit comprendre les intérêts politiques autant qu'économiques du monde arabe.

Aujourd'hui, des relations commerciales à long terme sont d'une importance vitale pour l'Europe et presque aussi nécessaires pour le monde arabe désireux d'obtenir des ressources technologiques essentielles à son développement tout en conservant son indépendance vis-à-vis des super-puissances. Malheureusement, le dialogue euro-arabe a des ennemis tout autant qu'il a des amis et ces ennemis n'ont pas été inactifs.

Le mythe des cheiks arabes, producteurs de pétrole, demandant une rançon à l'Europe, a été trop répandu, non seulement par ceux qui ont un intérêt particulier à faire échouer ce dialogue, mais aussi par certains hommes politiques européens prompts à rendre responsables les autres de leur propre incapacité. Deux articles paraissant dans « Eurabia » analysent les fameux « surplus » et démontrent que les Arabes sont allés, en fait, plus loin que les autres pays dans leur aide au Tiers-Monde.

Quelles qu'aient pu être les intentions de la C.E.E., il ne fait pas de doute que le récent accord économique signé avec Israël démontre combien l'Europe est loin de comprendre la politique indispensable à une coopération euro-arabe. L'argument spécieux qui consiste à faire croire en la nécessité d'un « équilibre » n'a pas de sens quand Israël occupe toujours des territoires arabes et la terre de Palestine, au mépris des résolutions de l'O.N.U. En acceptant de poursuivre le dialogue — et les Palestiniens en y insistant ont fait preuve d'une remarquable compréhension — les Arabes ont rendu possible la réunion d'experts de Caïre. Ainsi que l'exprime leur communiqué, le dialogue est : « l'expression d'une volonté politique conjointe » visant à « instaurer des relations spéciales entre les deux parties ». L'occasion ne doit pas être perdue.

Pour ceux d'entre nous qui veulent, en Europe, que ce dialogue réussisse, que faut-il faire ? Peut-être prouve de plus d'initiatives en vue de donner une meilleure information sur les aspects positifs de dialogue euro-arabe et créer ce que l'on pourrait appeler un « mouvement d'opinion ». Les experts, économiques et autres, qui se sont retrouvés à Rennes sous les auspices de l'« Association de Solidarité Franco-Arabe » et à la réunion de l'Assemblée générale de l'« Association Parlementaire pour la Coopération Euro-Arabe » à Strasbourg ont travaillé dans ce sens.

Si les veulent réellement coopérer avec le monde arabe, les gouvernements européens et les dirigeants politiques ont l'obligation de s'élever contre le dénigrement des Arabes dans leurs organes d'information. Ils doivent réaffirmer leur confiance en l'amitié euro-arabe et leur respect envers la contribution millénaire des Arabes à la civilisation universelle. Cette contribution et son application pratique seront l'un des thèmes de notre prochain numéro.

« Eurabia » cherche à encourager la compréhension politique nécessaire du rôle de l'Europe dans le retour d'une paix juste au Proche-Orient. Après, seulement, pourront s'instaurer des relations économiques mutuelles et bénéfiques, permettant à l'Europe de relever le défi et d'exercer enfin son véritable rôle.



ISRAËL : QUE DOIVENT FAIRE LES NATIONS UNIES ?

SOMMAIRE

Israël : Que devraient faire les Nations Unies ? Editorial	1
Israël et les Nations Unies. Statut conditionnel, par G.H. Jensen (publié dans le « Daily Star », Beyrouth, août 1971) ..	2
Le dossier d'Israël aux Nations Unies (de « Facts », supplément avril 1975, Beyrouth) ..	4
Autres temps, autres mœurs...	7
Témoignages de responsables des Nations Unies	9
Israël et l'Unesco, par John Reddaway (extrait de « Irish Arab News », été 1975)	11
Où est le racisme ? (article d'un haut fonctionnaire de l'Unesco, « Le Nouvel Observateur », n° 529)	13
En fait, Israël refuse la paix !	14
Propagande : la « poutre » dans l'œil d'Israël	15
Israël, l'O.N.U. et les perspectives palestiniennes (par Saadat Hassan, ancien responsable de l'O.L.P. aux Etats-Unis)	18

Il ne manque pas d'arguments solides pour défendre le principe de l'universalité des Nations Unies ou pour affirmer que l'expulsion — ou la suspension — d'un Etat membre n'est peut-être pas la meilleure riposte à lui opposer, même au cas où cet Etat persiste dans une attitude de défi à l'égard de l'organisation mondiale. Mais celui qui adopte cette position se met dans l'obligation de dire ce qui, à son avis, devrait être fait, à l'encontre d'un Etat membre qui s'obstine à bafouer les résolutions de l'O.N.U., et à saper ses efforts de paix. Car c'est bien là ce qu'a fait jusqu'ici Israël : le dossier présenté dans cette revue a pour objet de rappeler ce comportement constant de défi et d'obstruction.

Le dossier est d'autant plus lourd qu'Israël est le seul pays à avoir été admis dans la communauté internationale sous certaines conditions. Et ces conditions consistent dans l'engagement d'appliquer deux résolutions de l'O.N.U., dont l'une définissait les limites territoriales de l'Etat juif et la seconde donnait aux réfugiés arabes le droit de choisir entre le retour dans leurs foyers ou l'attribution d'une indemnité pour les propriétés qu'ils avaient été contraints d'abandonner. Israël accepta cette condition en mai 1949 — après la fin des hostilités — et ne peut, de ce fait, prétendre que ces résolutions ont été invalidées par des actes de guerre ultérieurs... Mais une fois cette clause admise, Israël est revenu sur cet engagement et depuis traite les Nations Unies avec un mépris cynique.

Quelle doit donc être la réaction mondiale en face d'une telle obstination ? Une attitude de simple passivité ne peut qu'aggraver la situation. Peu de temps avant sa mort, en 1970, Bertrand Russell soulignait que chaque nouvelle entreprise expansionniste était également pour Israël une expérience destinée à tester jusqu'où pourrait aller la tolérance de l'opinion internationale devant la poursuite de l'agression. Chaque fois que l'Etat d'Israël défie les Nations Unies impunément, il tend à affaiblir le respect dû à l'autorité internationale, en Israël et dans le monde, et à encourager d'autres violations.

L'accumulation de blâmes purement platoniques ne suffit évidemment pas : ils n'ont pas manqué dans le passé et la preuve a été donnée abondamment du mépris avec lequel les dirigeants israéliens les ont considérés, alors, même lorsqu'ils étaient appuyés par l'autorité du Conseil de Sécurité unanime. Il existe peut-être — entre le moyen extrême de l'expulsion et une forme inacceptable d'acquiescement — une méthode effective qui consisterait dans l'application progressive de sanctions, commençant par des mesures assez modérées qui deviendraient progressivement beaucoup plus dures, si l'avertissement n'est pas pris en considération.

Le premier stade de ce processus n'est lui-même pas aisé à atteindre : l'Unesco en a fait l'expérience l'an dernier lorsqu'une décision modérée et parfaitement justifiée marquant sa désapprobation à l'égard d'Israël a suscité, en Europe et aux Etats-Unis, des attaques violentes de la part des mass media sympathiques au sionisme (voir l'article V de cette revue). Mais si les Etats membres des Nations Unies sont sincères dans leur désir de voir s'établir au Proche-Orient une paix juste et durable, ils doivent y aider en manifestant qu'ils sont prêts à recourir à des sanctions pour imposer l'application des résolutions de l'O.N.U. Pour de nombreux Etats membres, c'est la seule contribution effective qu'ils puissent apporter à la construction de la paix...

Cette menace d'une application de sanctions de plus en plus contraignantes contre Israël concorderait assez bien avec la méthode des « petits pas » que le Dr Kissinger essaie de faire entériner — pour le meilleur et pour le pire — par la communauté internationale. Une telle action complémentaire pourrait même donner à cette méthode d'approche du problème une force de propulsion qui lui a singulièrement manqué jusqu'ici. Elle aurait au moins pour effet de rendre plus difficile à Israël de chercher à gagner du temps, tout en continuant à créer des « faits accomplis » dans les territoires occupés.

Look well down the back of No. 2. It is written:

Et ainsi, le 10 juin 1975, une délégation représentant les neuf pays de la C.E.E. rencontrait, au Caire et au siège de la Ligue Arabe, une délégation regroupant des représentants des vingt pays arabes et l'Organisation de Libération de la Palestine. Dès le départ, le porte-parole de la délégation arabe, M. Dajani, a vivement critiqué l'accord de libre échange signé entre la C.E.E. et Israël, accord qu'il a qualifié d'*incompatible* avec la position des Neuf comme définie dans la déclaration du 6 novembre 1973. Il a ajouté, non sans raison, que cet accord constituait pour la C.E.E. un *important moyen de pression pour parvenir à concrétiser les principes contenus dans la déclaration de novembre 1973, mais la Communauté Européenne s'est dispensée de ce moyen de pression, contrairement à son attitude précédente dans des cas semblables* (20). Et avant de formuler, avec précision, les demandes arabes, M. Dajani a insisté, encore une fois, sur l'aspect politique du dialogue. D'ailleurs, le document de travail présenté par la délégation arabe parlait, lui aussi, en premier lieu, de l'aspect politique et des implications politiques du dialogue. Et de source arabe, très bien informée, nous apprenons que ce document de travail a été agréé par la délégation européenne. Et dès le lendemain de cette première rencontre, un comité restreint a été formé pour examiner toutes les questions susceptibles d'intéresser les deux parties.

Que conclure ?

Il est difficile de tirer des conclusions pour l'avenir alors que les réunions du Caire ne sont pas terminées

(20) *Europolitique* n° 338 du 11 juin 1975.

et que leurs résultats restent imprévisibles. Mais l'espoir est permis. Il nous semble que, du côté arabe, sans rien concéder sur le fond, tout a été fait pour rendre ce dialogue possible et pour lui donner toutes chances de réussir. La bulle est à présent dans le camp européen. Il convient que la C.E.E. adopte, vis-à-vis du conflit du Moyen-Orient, une attitude claire et cohérente. Il convient aussi et surtout qu'elle essaie de prendre les mesures qui s'imposent pour concrétiser ses prises de position verbales notamment en reconnaissant l'O.L.P. comme le seul représentant légitime du peuple palestinien et en faisant pression sur Israël pour qu'il accepte d'appliquer les résolutions des Nations-Unies. Est-ce trop demander à l'Europe ? Nous ne le pensons pas. C'est d'ailleurs dans son intérêt, dans l'intérêt de la paix au Moyen-Orient et dans l'intérêt de la paix dans le monde. Car tant que le peuple palestinien, représenté par l'O.L.P., ne récupère pas la totalité de ses droits nationaux, il n'y aura de paix au Moyen-Orient et la paix du monde restera en danger d'une façon continue. Les Neuf de la C.E.E. ont un rôle important à jouer. Il suffit qu'ils adoptent une attitude responsable. Cela exige certainement une certaine dose de courage politique. Et il est déjà souvent arrivé que l'Europe fasse preuve de courage. Tout espoir est donc permis. Et il est certain que la responsabilité d'un éventuel échec du dialogue sera imputée, principalement et en premier lieu, à la C.E.E.

Naïm et Bichara KHADER.

Bruxelles, le 13 juin 1975.

Pour mieux vous renseigner, LISEZ :

**« TEXTES DE LA
REVOLUTION PALESTINIENNE,
1968-1974 »**

présentés et traduits par
Bichara et Naïm KHADER

(La Bibliothèque arabe, SINDBAD,
1 et 3, rue Feutrier, Paris 18^e, FF 46)

Eric Laurent présente :

**« LE PETROLE A L'HEURE ARABE »,
par Nicolas SARKIS**

(Editions STOCK,
14, rue de l'Ancienne-Comédie, Paris 6^e,
FF 32)

chaque mois
FRANCE-PAYS ARABES

des articles politiques, économiques et culturels

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe.

Le numéro 48 pages : 4 F - En vente en France et dans les pays arabes

Spécimen sur demande - 12-14, rue Augereau, 75007 Paris - 555-27-52

EURABIA

16, rue Augereau, 75007 Paris

Directeur de la Publication :

Lucien BITTERLIN

Rédacteur en chef : Robert Swann

Abonnement pour 4 numéros : 30 F

Imp. Ouer, 35, rue du Clochemerle, 75011 Paris
© 1971 - Im 1270, 1975

Edité par le Comité Européen de Coordination des Associations d'Amitié avec le Monde arabe, 16, rue Augereau, 75007 Paris, tél. : 555-00-07, et réalisé avec la collaboration de : Middle East International (Londres), France-Pays Arabes (Paris) et le Groupe d'Etudes sur le Moyen-Orient (Genève).

EURABIA

16, Augereau street, 75007 Paris

Publishing director : Lucien Bitterlin

Chief editor : Robert Swann

Edited by the European Committee of Coordination of the Associations for the Friendship with the Arab World and produced with the collaboration of: Middle East International (London), France-Pays Arabes (Paris), and the Group of Studies on the Middle-East (Geneva). The same address is provided with a telephone number.

These groups and people were very well known in the 1960-70s and later. We learn who was **Robert Swann** from an article by Richard Eyre, written on September 2, 2009, published by The Council of Arab-British Understanding (CAABU), taken from the obituary in the Guardian (August 23, 2001). According to the article, Robert Swann was secretary general of Amnesty International. The only son of German parents, he converted to Catholicism, and after a short stint at the Foreign Office he founded, in 1974, with the Labour MP Christopher Mayhew and French Raymond Offroy, a member of the National Assembly, the Parliamentary Association for Euro-Arab Cooperation (PAEAC). Posted in Paris, he became its first secretary general, a function to which was added the directorship of the Arab-Non Arab Friendship Fund (ANAF) located in Switzerland to finance the activities of this organization. Swann is credited with having convinced the European parliaments to adopt a unified position favorable to the Palestinians and the Arab world.

The origin of the word Eurabia which earned me the wrath, the jeers and threats of self-righteousness Eurabian, then comes from the founders of PAEAC. My book entitled "**Eurabia**" has a perfectly justified title because it examines the activities of the organization that itself created the name and politics associated with this word. My research examines books, official and unofficial documents and statements of the European Community, the Arab League and the Organization of the Islamic Conference, today Organization of the Islamic Cooperation. It is the PAEAC that, with the support of the European Commission, was responsible for conducting the unofficial policy of the Member States of the European Community with the Arab League countries under the umbrella of the Euro-Arab Dialogue, the formula credited to Michel Jobert, born in Meknes (Morocco) and French Minister of Foreign Affairs (1971-73).

A booklet from the archives of the PAEAC lists presidents and vice presidents. It reads as follows:



PARLIAMENTARY ASSOCIATION FOR EURO – ARAB COOPERATION
ASSOCIATION PARLEMENTAIRE POUR LA COOPERATION EURO –ARABE

Here is the English translation of the French page:

“Executive Committee and Chairman

Twice a year the Association meets in a European capital with its Executive Committee. Each section will normally send a representative of the majority and the

opposition to best represent the different political tendencies of his country. These Executive Committee meetings allow members to know each other better; to appreciate the motivations and obligations of each other; to define what should and could be the action of the Association in view of current events. It is the Executive Committee, decision-making body of the Association, which elects, usually for two years, its two co-Presidents and two Vice-Presidents.

“Presidents and vice presidents since 1974

1974

Raymond Offroy (F)
and Hans Jürgen Wischnewski (D)
(No Vice-Presidents)

1975-1976

Christopher Mayhew (UK)
and Raymond Offroy (F)
Lelio Basso (I)
and Hans Jürgen Wischnewski (D)

1976-1977

Lenelotte von Bothmer (D) and Raymond Offroy (F)
Lelio Basso (I) and Myles Staunton (IRL)

1978-1979

Tijl Declercq (B)
and Dennis Walters (UK)
Lelio Basso (I)
and Myles Staunton (IRL)

1979-1981

Tijl Declercq (B)
and Dennis Walters (UK)
Achüli Michele (I)
and Daniel Goulet (F)

1981-1982

Achüli Michele (I)
and Klaas De Vries (NL)
Daniel Goulet (F) and Jaak Henckens (B)

1983-1984

Michele Achüli (I) and Klaas De Vries (NL)
Antonio Lacerda From Quieroz (P) and Alain Mayoud (F)

1984-1985

Klaas de Vries (NL) and Alain Mayoud (F)
Andrew Faulds (UK) and Antonio De Lacerda Quieroz (P)

1985-1986

Rafael Estrella (E) and Alain Mayoud (F)
Andrew Faulds (UK)

and Michael Lanigan (IRL)

1986-1987

Rafael Estrella (E) and Michael Lanigan (IRL)
Wendelin Ettmayer (Aus) and Andrew Faulds (UK)

1987-1988

Tijl Declercq (B) and Michael Lanigan (IRL) Ettmayer Wendelin (Aus) and Andrew Faulds (UK)

1988-1989

Michele Achilli (I) and Michael Lanigan (IRL)
Andrew Faulds (UK) and Joost Van Iersel (NL)

1989-1990

Michele Achilli (I) and Rui Amaral (MEP, P)
Jacques-Roger Machart (F) and Joost Van Iersel (NL)

1990-1993

Rui Amaral (MEP, P) and Jacques-Roger Machart (F)
Inger Lise Gjørv (N) and Robert Hicks (UK)

1993-1994

Robert Hicks (UK) and Marck Pol (PEM, B)
Katrin Fuchs (D) and John Lipkowski (F)

“General Secretariat

“During the creation of the Association, born from a Franco-British initiative, it is a former Foreign Office, previously Secretary General of Amnesty International, **who was chosen to become Secretary General of the PAEAC. Robert Swann was in charge of the day by day living of the new organization.** And as he was British, the office was, for question of balance, based in Paris. It was he who, as a true pilgrim of the Palestinian cause in the parliamentary assemblies, quickly increased the number of members despite the difficulties of that time. Assisted by Patrick LEZONGAR, he gradually found ways to be surrounded by a small team of collaborators both in Paris and in other European capitals. In 1983, Hans Peter Kotthaus, previously coordinator of the German section, was summoned to Paris to become Deputy Secretary General. The following year he was transferred to Brussels, where an office for contacts with European institutions had existed for two years, under the direction of Jean-Michel Dumont. Circumstances having changed, the Association became more prosperous and respected. Hans Peter Kotthaus succeeded Robert Swann in 1988, and the General Secretariat was moved to Brussels, while an office was maintained in Paris. But if the Palestinian uprising had made more popular one of the main causes championed by the Association, this uprising also drained some of the funds that enabled its action. And the war that broke out Aug. 2, 1990 in the Gulf, with its attendant suffering for the Palestinians, limited more financial means”.

Regarding funding, here is what this booklet tells us. English translation of the page:

“FINANCING

“Until 1992, the Association was funded almost entirely by a Swiss foundation, the ANAF Foundation, established in 1969 and managed by a board composed of European political figures. This was to avoid that particular conditions could possibly be attached to certain gifts—what would have been totally incompatible with the independence of action to which the association uphold above everything else. This also had the advantage of relieving the General Secretariat and Presidency of those concerns. From 1987, ANAF encountered increasing problems raising the necessary funds, which had probably originated from the main Arab businessmen, mostly Palestinians.

“Since 1992, the Presidents took the responsibility to seek their own funds and other assistance needed. Various companies based in Europe, foremost among which include Airbus Industry, and some Chambers of Commerce, some parliaments of European countries now account for most of the operating budget of the association. Besides part of its activities are funded through grants from the Commission of European Communities”.

So that infamous word Eurabia which raged against me in particular — but also against other honest researchers and writers —an international campaign of hatred that threatens my safety, was created by **Robert Swann, Director General of PAEAC, the Parliamentary Association for Euro-Arab Cooperation, and Director of the ANAF fund.** It is therefore quite justified that I shall return to him, and to his organization the PAEAC, the glory of this invention and the fruits of this policy discussed in my book, appropriately titled, as a tribute to its very genitors: Eurabia.

You can reproduce this article as long as you mention the name of the author, and the following link :

© Bat Ye'or pour www.Dreuz.info